



TEXTE ADOPTÉ n° 103
« Petite loi »

ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958
DIX-SEPTIÈME LÉGISLATURE

29 avril 2025

PROPOSITION DE LOI ORGANIQUE

fixant le statut du procureur de la République anti-criminalité organisée

(Texte définitif)

L'Assemblée nationale a adopté, dans les conditions prévues à l'article 45, alinéa 3, de la Constitution, la proposition de loi organique dont la teneur suit :

Voir les numéros :

Sénat : 1^{re} lecture : **197, 253, 255** et T.A. **46** (2024-2025).
503. Commission mixte paritaire : **534, 536** et T.A. **109** (2024-2025).

Assemblée nationale : 1^{re} lecture : **908, 1044** et T.A. **84**.
Commission mixte paritaire : **1278**.

Article 1^{er}

À la fin de la seconde phrase du neuvième alinéa de l'article 3-1 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 portant loi organique relative au statut de la magistrature, les mots : « ou premier vice-procureur de la République financier près le tribunal judiciaire de Paris » sont remplacés par les mots : « , premier vice-procureur de la République financier ou premier vice-procureur de la République anti-criminalité organisée ».

Article 2

Le dernier alinéa de l'article 38-2 de l'ordonnance n° 58-1270 du 22 décembre 1958 précitée est ainsi modifié :

1° Les mots : « près le tribunal judiciaire de Paris et » sont remplacés par le signe : « , » ;

2° La seconde occurrence des mots : « près le tribunal judiciaire de Paris » est remplacée par les mots : « et au procureur de la République anti-criminalité organisée, » ;

3° À la fin, les mots : « même tribunal » sont remplacés par les mots : « tribunal judiciaire de Paris ».

Article 3

La présente loi organique entre en vigueur le 5 janvier 2026.

Délibéré en séance publique, à Paris, le 29 avril 2025.

La Présidente,

Signé : YAËL BRAUN-PIVET